

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION DE LA CITOYENNETE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Lyon, le

19 NOV. 2009

Sous-Direction de l'Environnement

3^{ème} Bureau
Environnement industriel

Affaire suivie par Lucile GIOVANNETTI
☎ : 04 72 61 64 55
Fax : 04 72 61 64 26
✉ : lucile.giovannetti@rhone.pref.gouv.fr

ARRETE

**imposant des prescriptions spéciales
à la société CAPLA
2, avenue de Lattre de Tassigny à MEYZIEU**

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement, notamment les articles L 512-12 et R 512-52 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 août 1985 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 valant arrêté de prescriptions spéciales et réglementant les installations de la société CAPLA sur son site de MEYZIEU 2, avenue de Lattre de Tassigny ;
- VU la déclaration du 10 septembre 2008, présentée par la société CAPLA portant sur l'actualisation de la situation administrative du site qu'elle exploite à MEYZIEU 2, avenue de Lattre de Tassigny ;
- VU le rapport en date du 4 septembre 2009 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

.../...

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 22 octobre 2009 ;

CONSIDERANT que les installations exploitées par la société CAPLA sont régies par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 au titre des rubriques 2260 (mélange de produits minéraux ou organiques) et 1450 (dépôts de noir de carbone) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

CONSIDERANT que les évolutions des activités exercées par la société CAPLA sur le site de MEYZIEU 2, avenue de la Lattre de Tassigny ainsi que les changements intervenus dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, rendent obsolète le classement du site, tel qu'il a été fixé par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 susvisé ;

CONSIDERANT que les activités exercées aujourd'hui par la société CAPLA tant, au titre des rubriques 2260.2° (mélange des substances végétales et de tous produits organiques naturels) et 2661.1.b (transformation de polymères), autorisées par l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 précité, que des rubriques 1131.2.c (emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides) et 2921.1.b (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) relèvent du régime déclaratif ;

CONSIDERANT au vu de ce qui précède et notamment de l'évolution des installations exploitées par la société CAPLA sur son site de MEYZIEU 2, avenue de Lattre de Tassigny, qu'il y a lieu :

. d'actualiser le classement des installations existantes sur le site ;

. d'imposer à l'exploitant des prescriptions spéciales réglementant l'ensemble des activités exercées sur ledit site ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R 512-52 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{ER} :

Il est accusé réception de la déclaration de la société CAPLA en date du 10 septembre 2008 portant sur les modifications intervenues dans le fonctionnement de ses installations.

Les activités classées exercées dans son établissement situé 2, avenue de Lattre de Tassigny à MEYZIEU, sont les suivantes :

ACTIVITES EXERCEES SOCIETE CAPLA à MEYZIEU				
Nature des activités	Volume des activités	N° des rubriques	Cls (1)	TGAP (2)
Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques liquides	Quantité maximale de produits liquides toxiques : 1, 5 tonnes	1131.2.c	D	-
Mélange des substances végétales et de tous produits organiques naturel	2 mélangeurs de caoutchouc d'une puissance installée totale égale à 170 Kw	2260.2	D	-
Transformation de polymères	Quantité de matière susceptible d'être traitée : 1 tonne/jour	2661.1.b	D	-
Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Installation qui n'est pas de type circuit primaire fermé, de puissance thermique évacuée maximale de 145 kw	2921.1.b	D	-

(1): Cls = classement – A = autorisation – D = déclaration – DC = déclaration avec contrôle périodique – NC = non classée

(2) : taxe générale sur les activités polluantes – coefficient multiplicateur

ARTICLE 2 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 septembre 1976 sont complétées par les prescriptions du présent article : les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement.

ARTICLE 3 :

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de MEYZIEU et à la préfecture du Rhône (Direction de la citoyenneté et de l'environnement - Bureau de l'environnement industriel) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

ARTICLE 4 :

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif ; le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant à compter de sa notification et de quatre ans pour les tiers à compter de sa publication ou de son affichage.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 3 précité,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme,
La Secrétaire Administrative déléguée
Lucile GIOVANNETTI

Lyon, le 19 NOV. 2009
Le Préfet,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
René BIDAL

